

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime et des  
Deux-Sèvres  
ZI de Périgny  
Rue Edmé Mariotte  
17180 Périgny

Périgny, le 28/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**NOVAEM BBTRADE**

ZI les grands champs  
17290 Aigrefeuille-D'aunis

Références : -  
Code AIOT : 0007211876

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/04/2026 dans l'établissement NOVAEM BBTRADE implanté ZI les grands champs 17290 Aigrefeuille-d'Aunis. L'inspection a été annoncée le 09/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NOVAEM BBTRADE
- ZI les grands champs 17290 Aigrefeuille-d'Aunis
- Code AIOT : 0007211876
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société NOVAEM BB TRADE exploite un site classé SEVESO seuil haut spécialisé dans le stockage et le mélange d'engrais classés 4702-III et 4702-IV.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Organisation, Formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
3	Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation	Arrêté Ministériel du 28/05/2014, article Annexe I.3	/	Demande d'action corrective	1 mois
6	Audits et revues de direction	Arrêté Ministériel du 01/06/2014, article Annexe I.7	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	1 mois
8	RIA / Extincteurs	Arrêté Préfectoral du 12/10/2022, article 8.7.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Objectifs du SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I	/	Sans objet
4	Conception et gestion des modifications	Arrêté Ministériel du 29/05/2014, article Annexe I.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
5	Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 30/05/2014, article Annexe I.5	/	Sans objet
7	Détection automatique incendie et détecteurs NOx	Arrêté Préfectoral du 12/10/2022, article 8.4.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Levée de mise en demeure	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Contrairement à la précédente inspection, l'inspection a constaté que le SGS a bien été repris et est bien intégré à tous les niveaux. Des procédures ont été mises en place et sont dans l'ensemble bien respectées et appliquées.

L'exploitant doit toutefois s'assurer que toutes les différentes actions à réaliser sont bien reprises dans le plan d'action du SGS, afin d'avoir un suivi rigoureux.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Objectifs du SGS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le système de gestion est proportionné aux risques, aux activités industrielles et à la complexité de l'organisation dans l'établissement et repose sur l'évaluation des risques. Il intègre la partie du système de gestion général incluant la structure organisationnelle, les responsabilités, les pratiques, les procédures, les procédés et les ressources qui permettent de déterminer et de mettre en œuvre la politique de prévention des accidents majeurs.
<b>Constats :</b>  Par courriel du 01/04/2026, l'exploitant a transmis à l'inspection le SGS (N12.00 PR01 v16 Jan26) approuvé le 05/02/2026.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Organisation, Formation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 09/09/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 30/01/2026</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu.  Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents

majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.

Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.

#### **Constats :**

L'inspection a constaté que l'organisation et la formation sont déclinées dans le point G du manuel SGS associées à des procédures. Les différents rôles présents dans le SGS sont précisés dans le manuel : Direction stratégique, Direction industrielle, Responsable SGS, Acteurs SGS.

#### Organisation :

Le SGS présente l'organigramme SGS du site depuis la direction stratégique vers les équipes sur le terrain et leur rôle dans le SGS (Direction SGS, Responsable SGS, Acteurs SGS et les suppléants). Cet organigramme est uniquement centré sur les personnes impliquées dans le SGS. Aucun autre organigramme n'est présent dans le SGS.

Le jour de l'inspection, il a été demandé à l'exploitant d'expliquer pourquoi les équipes 1, 2 et 3 ne sont pas "acteurs du SGS". L'exploitant a expliqué à l'inspection le rôle d'un "acteur du SGS".

#### **cf Dem 2.1**

#### Formation :

L'exploitant a présenté à l'inspection la procédure de formation N04.03 PR01 v01 Décembre 2025.

#### Suivi des formations :

Le SGS indique : « *Les formations, habilitations ou recyclage en lien avec la sécurité et les risques d'accident majeur sont suivies dans un tableau par le responsable QHSE.* »

L'exploitant a présenté un tableau de suivi des formations (N04.03 F01 Suivi réglementaire du personnel) ainsi que la cartographie du personnel.

Le jour de l'inspection, il a été contrôlé la bonne application de cette procédure en prenant comme exemple l'opérateur réception Matières Premières (MP). L'inspection a constaté que l'opérateur MP a bien le rôle d'acteur du SGS et que seule la formation POI en interne est obligatoire. La formation sur les RIA est juste souhaitable.

#### **cf Dem 2.2**

Dans le tableau, l'inspection a constaté que la formation POI est à programmer (prévu en mai 2026 avec l'IFOPSE), la formation EPI a été réalisée le 2/10/2025 et que la formation RIA est à programmer (l'inspection a constaté que cette formation a toutefois été réalisée le 2/10/2025).

#### **cf Dem 2.3**

#### Nouveaux arrivants (intérimaires) :

Le SGS précise « *NOVAEM en pic d'activité a recours à la prestation d'intérimaires. Les intérimaires font systématiquement l'objet d'un accueil formalisé sur la base de la remise d'un Livret d'Accueil au même titre que les nouveaux employés.*

À la fin de l'accueil, une évaluation des connaissances est effectuée. »

Par sondage, il a été pris le dernier intérimaire embauché afin de vérifier la bonne application de

la procédure (N04.01 PS02 -> L'inspection a constaté que l'intitulé de la procédure n'est pas le bon).

L'exploitant a indiqué que l'accueil sécurité a été réalisé le 01/02/2026. L'inspection n'a pas pu consulter le livret d'accueil de l'intérimaire car l'exploitant a indiqué que dorénavant les livrets sont gardés par la personne.

L'inspection a pu consulter un livret d'accueil vierge avec le questionnaire en fin de livret. Un livret rempli par une autre personne a pu aussi être consulté et il a été constaté que le questionnaire a bien été réalisé et que celui-ci a bien été signé par la personne nouvellement embauchée et par la direction.

#### **Cf Dem 2.4**

L'exploitant a indiqué que l'intérimaire a fait la formation CACES en interne et bénéficie d'une autorisation de conduite signée par la direction.

L'exploitant a indiqué que l'intérimaire a fait l'objet d'un tutorat par l'opérateur réception Matière Premières avec lequel il travaille sur les procédures dépotage des bâtiments 1 à 7 et bâtiment 8. Aucune trace écrite n'est présente. (Cf PDC 3)

L'exploitant a indiqué souhaiter mettre en place un compagnonnage pour s'assurer que toutes les procédures sont bien transmises.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Dem 2.1 : L'exploitant étudie la possibilité de donner un rôle dans le SGS aux Équipes 1, 2 et 3. A minima un rôle d'application des procédures SGS.

Dem 2.2 : L'exploitant justifie pourquoi l'opérateur MP amené à intervenir dans le bâtiment 8 ne doit pas savoir manipuler les RIA.

Dem 2.3 : L'exploitant met à jour son tableau des formations au regard des formations déjà réalisées et programme les formations non réalisées depuis longtemps.

Dem 2.4 : L'exploitant corrige le nommage de la procédure N04.01 PS01. L'exploitant met en place une organisation pour conserver une trace des évaluations réalisées dans le cadre de l'accueil sécurité.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### **N° 3 : Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 28/05/2014, article Annexe I.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, SGS

#### **Prescription contrôlée :**

Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-

traitées, font l'objet de telles procédures.

Les informations disponibles sur les meilleures pratiques sont prises en compte afin de réduire le risque de défaillance du système.

[...]

#### **Constats :**

L'inspection a constaté que la maîtrise des procédés et la maîtrise d'exploitation sont déclinées dans le point I du manuel SGS associées à des instructions ou des modes opératoires.

#### Mode opératoire ou instruction :

Le SGS précise que « Ces documents décrivent les modalités d'utilisation des équipements associés à chaque étape de production (démarrage, conduite, arrêt), les précautions à prendre, les conditions à respecter et la conduite à tenir, en cas de blocage, panne ou accident. »

Le jour de l'inspection, il a été contrôlé la bonne application de 3 procédures :

- Procédure N03.02 PR10 v01 fèv26 - Procédure de gestion des stocks de CAN 27
- Procédure N03.04 PR03 v01 sept25 - Procédure de réception matière première en vrac bâtiment 8
- Procédure N03.04 PR01 v01 sept25 - Procédure de réception des matières premières pour les bâtiments 1 à 7

L'inspection a interrogé les personnes en charge de l'application de ces procédures (Opérateur MP, intérimaire et QHSE). L'inspection constate que les procédures sont connues.

#### Suivi des MMR :

Le SGS indique que « L'ensemble des Mesures de Maîtrise des Risques identifiées dans l'étude de dangers fait l'objet d'un dossier par MMR [...] »

Le SGS précise aussi que « Les contrôles nécessaires font l'objet d'un plan de contrôle annuel prenant en compte les contrôles des sous-ensembles « sensibles » réalisés en interne, les contrôles réglementaires (le cas échéant) et les contrôles autres (par le constructeur, selon les cas).

Chaque contrôle est programmé, sa réalisation est actée dans le tableau.

Tous les contrôles sont enregistrés par acquittement dans le plan de contrôle. »

L'exploitant a présenté à l'inspection le dossier initial de deux MMR.

Ces dossiers précisent les informations requises ainsi que les contrôles à réaliser (interne ou externe).

L'exploitant a présenté à l'inspection :

- les rapports de contrôle mensuel interne des caméras thermiques des 19 janvier 2026, 19 février

<p>2026 et 19 mars 2026.</p> <p>- le rapport de contrôle d'ADP Protection (Vérification du 30/01/2026 -&gt; dispositif en parfait état de fonctionnement le jour de la réalisation du test)</p> <p>- le rapport de contrôle du RIA (Vérification du 30/01/2026 - Un RIA (n°2) corrodé à remplacer et un RIA (n°3) inaccessible. (Cf PDCn°8)</p> <p>Le SGS précise : « Les défaillances identifiées font l'objet d'un traitement pour actions correctives / préventives et retranscription si besoin dans le plan d'actions. »</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection le plan d'action SGS reprenant l'ensemble des actions sécurité et environnement à mettre en œuvre sur le site.</p> <p>L'inspection a constaté que toutes les actions à réaliser ne sont pas forcément dans le plan d'action.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant s'assure que toutes les actions à réaliser sont bien reprises dans le plan d'action du SGS.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 4 : Conception et gestion des modifications

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/05/2014, article Annexe I.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 09/09/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 30/01/2026</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Des procédures sont mises en œuvre pour les modifications apportées aux installations et aux procédés et pour la conception de nouvelles installations ou de nouveaux procédés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté que la gestion des modifications est traitée au §J du Manuel SGS.</p> <p>L'exploitant a aussi présenté à l'inspection la procédure de suivi des modifications (N06.02 PR02 v00 sept2025).</p>

Le jour de l'inspection, il a été contrôlé la bonne application de cette procédure sur la modification relative à l'ajout de nouvelles caméras thermiques.  
L'inspection a constaté que la fiche de suivi a bien été complétée et signé le 14/01/2026 par la direction du site et la QHSE.  
Les actions à réaliser sont numérotées et rentrées dans le plan d'action SGS.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Gestion des situations d'urgence**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/05/2014, article Annexe I.5

**Thème(s) :** Risques accidentels, SGS

**Prescription contrôlée :**

En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence.

Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée.

Ces procédures font l'objet :

- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;
- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.

**Constats :**

L'inspection a constaté que la gestion des situations d'urgence est traitée au §K du Manuel SGS.

L'inspection a constaté que l'exploitant dispose d'un POI (MAJ le 19/03/2026 - Indice 9). Elle rappelle qu'une version papier de la dernière version du POI doit être transmise à l'inspection.

Le SGS indique que «*Deux exercices P.O.I sont planifiés tous les ans. »*

L'exploitant a indiqué que le dernier exercice POI a eu lieu le 18/09/2025.

Le SGS indique que « *Le compte-rendu de chaque exercice accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »*

L'exploitant a présenté à l'inspection le compte-rendu de l'exercice POI qui précise les pistes d'amélioration. Le jour de l'inspection, il n'a pas été possible de savoir si ces pistes d'améliorations ont été suivies d'effet.

L'exploitant a indiqué que les prochains exercices POI auront lieu en mai et en août 2026.

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection rappelle que toutes les mesures d'amélioration prévues dans un compte-rendu d'exercice POI doivent être suivies d'effet afin que ces améliorations soient mises en œuvre lors des prochains exercices POI.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Audits et revues de direction**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 01/06/2014, article Annexe I.7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 09/09/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 30/01/2026</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité.</p> <p>L'analyse documentée est menée par la direction : résultats de la politique mise en place, système de gestion de la sécurité et mise à jour, y compris prise en considération et intégration des modifications nécessaires mentionnées par l'audit.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté que les audits et la revue de direction sont traités au §M du Manuel SGS.</p> <p><u>Audit interne :</u>  L'exploitant a présenté à l'inspection l'audit interne réalisé sur l'ensemble du SGS. Cet audit reprend bien les items prévus dans le manuel SGS.  L'inspection constate que ce rapport fait état de 5 non-conformités, 12 points sensibles et 15 pistes de progrès.  Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de préciser si les 5 non-conformités sont levées.  <b>Cf Dem 6.1</b></p> <p><u>Revue de direction :</u>  Le SGS précise : « la revue de direction est réalisée annuellement, après l'audit interne.  Cette revue voit la participation de la Direction SGS du Responsable SGS et des acteurs SGS désignés dans l'organigramme SGS. »</p>

L'exploitant a indiqué que la revue de direction a eu lieu le 14 janvier 2026. Cette revue de direction a été réalisée en présence de la responsable QSE, du Président et du Directeur Général.

L'inspection a constaté que toutes les actions de la revue de direction ne sont pas reprises dans le plan d'action SGS.

**Cf Dem 6.2**

La PPAM a été mise à jour suite à la revue de direction. La nouvelle PPAM a été signée le 14/01/2026.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Dem 6.1 : L'exploitant traite en priorité les 5 non-conformités relevées dans le rapport d'audit SGS puis les 12 points sensibles.

Dem 6.2 : L'exploitant s'assure que toutes les actions à réaliser prévues dans le compte-rendu de la revue de direction sont bien reprises dans le plan d'action du SGS.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 7 : Détection automatique incendie et détecteurs NOx**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/10/2022, article 8.4.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Détection automatique incendie

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 09/09/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Levée de mise en demeure
- date d'échéance qui a été retenue : 30/01/2026

**Prescription contrôlée :**

Les magasins de stockage d'engrais 4702-III et 4702-IV et les stockages couverts d'engrais 4702-III et 4702-IV sont équipés de systèmes spécifiques permettant une détection efficace des phénomènes, la plus précoce possible et adaptée au type de risque encouru (décomposition, incendie par exemple).

Les bâtiments n°8 et 9 sont équipés d'une détection automatique incendie.

Le système est composé de détecteurs d'oxydes d'azote couvrant les cases de stockage du bâtiment n°8.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du système retenu pour ces dispositifs de détection ainsi que de son dimensionnement.

<p>Le système de détection avec transmission de l'alarme à l'exploitant est obligatoire et fonctionne en permanence.</p> <p>La transmission de l'alarme se fait y compris hors des heures d'exploitation afin notamment d'alerter les services d'incendie et de secours et de leur permettre l'accès.</p> <p>Ces systèmes sont maintenus en bon état de fonctionnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Détecteurs NOx :</u></p> <p>Lors de la précédente inspection, il avait été demandé d'identifier sur la centrale détection NOx la case et le numéro de série du détecteur NOx associé à chaque piste.</p> <p>Le jour de l'inspection, il a été constaté que les numéros de série des détecteurs NOx sont bien associés à chaque piste.</p> <p><u>Détection incendie :</u></p> <p>Lors de la précédente inspection, il avait été demandé de mettre en place les moyens techniques ou humain supplémentaires pour assurer une levée de doute dans les meilleurs délais en cas de détection incendie dans le local SSI.</p> <p>Le jour de l'inspection, il a été constaté la mise en place d'une caméra au niveau du local SSI. L'inspection a aussi constaté le report de cette caméra.</p> <p>Le jour de l'inspection, un test de détection incendie a été réalisé. L'inspection a constaté la présence d'une alarme sonore et d'un gyrophare extérieur. Une alerte sur le téléphone d'astreinte a été réalisée indiquant la localisation de l'alarme et permettant ainsi une levée de doute rapide depuis le téléphone.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : RIA / Extincteurs

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/10/2022, article 8.7.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification périodique</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 09/09/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 30/01/2026</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>RIA / Extincteurs :</p> <p>Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.</p> <p>[...]</p> <p>Le personnel est formé à l'utilisation de ces matériels.</p>

Type de matériel	Fréquence minimale de contrôle
Extincteurs	Annuelle
RIA	Annuelle

#### Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection le rapport de vérification des extincteurs et des RIA réalisé par EMIS.

#### RIA :

La vérification a été réalisée le 30/01/2026. Le rapport conclut qu'un RIA est inaccessible (n°3) et qu'un autre est corrodé (n°2).

Le jour de l'inspection il a été constaté que le RIA n°3 est de nouveau accessible

**Cf Dem 8.1**

#### Extincteurs :

La vérification a été réalisée le 30/01/2026. L'exploitant a présenté à l'inspection le document Q4 qui conclut que l'installation présente des non-conformités et que des extincteurs doivent être changés conformément au devis D2600315.

L'exploitant a indiqué avoir fait le nécessaire et être en attente d'un nouveau rapport de vérification.

**cf Dem 8.2**

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Dem 8.1 : L'exploitant justifie que le RIA n°2 (corrodé à remplacer) a bien été remplacé suite au contrôle du 30/01/2026.

Dem 8.2 : L'exploitant justifie que les extincteurs ont bien été changés et transmet à l'inspection le rapport final de contrôle post travaux.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois